

Exploration et exploitation du pétrole en Équateur

Le secteur pétrolier de l'Équateur offre plusieurs possibilités de débouchés aux exportateurs canadiens. Petroecuador, le holding gouvernemental qui chapeaute tout le secteur, importe annuellement pour environ 60 millions \$US de produits et services.

Petroecuador bénéficie des investissements de la Corporacion Andina de Fomento (la commission de développement des Andes qui regroupe la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela).

Les exportateurs canadiens peuvent profiter d'une marge de crédit de 10 millions \$ que le Canada a consenti à la CAF par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations. Des fonds sont donc disponibles pour financer l'exportation de produits ou services destinés à des projets dans lesquels la CAF est impliquée en Équateur.

La production pétrolière de l'Équateur est devenue vitale pour l'économie de ce pays d'Amérique du Sud. En 1988, 70% de ses exportations et 60% de ses revenus en étaient tributaires.

Le gouvernement équatorien concentre donc ses efforts sur des politiques visant à favoriser l'exploration et le développement des infrastructures qui y sont reliées.

Les réserves actuelles de pétrole de l'Équateur sont évaluées entre 1,2 et 1,5 milliard de barils mais des découvertes récentes inexploitées pourraient y ajouter 250 millions de barils.

L'agence équatorienne des hydrocarbures prévoit une diminution de la production de 314 000 barils par jour à 200 000 b/j d'ici à l'an 2000 et que si la consommation domestique se maintient, le pays ne pourra plus exporter. L'agence prévoit que l'industrie aura besoin d'investissements d'environ 720 millions \$US, soit 60 millions \$US par année seulement pour maintenir sa production actuelle.

La Banque mondiale est plus optimiste. Elle prédit que l'Équateur pourra continuer à exporter du pétrole après l'an 2000 parce que la consommation

domestique diminuera à cause de la hausse des prix. La BM croit toutefois que pour accroître les réserves actuelles le pays devra investir 140 millions \$US par année d'ici l'an 2000.

Les budgets annuels de Petroecuador, prévoit-on, passeront de 743 millions \$US en 1990 à 1,9 milliard en 1993. Soixante-deux pour cent de ses dépenses d'investissements sont consacrées à l'exploration.

Les trois filiales de Petroecuador peuvent s'engager financièrement pour des sommes inférieures à 500 000 \$US sans avoir à se soumettre au processus gouvernemental de soumission.

À court terme, Petroecuador compte axer ses priorités sur l'extraction du brut, l'amélioration de la productivité de ses raffineries et la formation de son personnel, la construction de trois pipelines et l'amélioration des moyens de

protection de l'environnement.

Elle poursuivra aussi son programme d'exploration et d'exploitation en collaboration avec des compagnies étrangères. Une demi-douzaine de ces ententes sont échues ou le seront en 1992 et nul doute que Petroecuador lancera de nouveaux appels d'offres sur le marché international.

Pour obtenir plus d'informations sur les débouchés commerciaux reliés au secteur pétrolier en Équateur on peut communiquer avec: Le consulat du Canada, Av. 6 de Diciembre 2816, Of. 4N, Caja Postal 6512 CCI, Quito, Équateur. Tél: (011-593-2) 525-044; 543-214. Télécopieur : (011-593-2) 564-795

Pour obtenir l'étude de marché sur le pétrole en Équateur (#110 LA), contacter Info Export (voir l'encadrer page 12).

L'Argentine lève l'interdiction d'importer du porc

L'interdiction d'importer des produits du porc canadien, congelés et réfrigérés, a été levée par l'Argentine. Cette mesure permet aux entreprises canadiennes de recommencer à importer ce produit.

Au cours des 11 premiers mois de 1991, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Guyane, le Suriname et le Venezuela ont importé du Canada 2 467 665 kilogrammes de produits du porc.

Les sociétés qui désirent obtenir de plus amples renseignements sur l'exportation de ce produit en Amérique du Sud devraient contacter directement les délégués commerciaux canadiens dans les marchés cibles ou, pour obtenir des informations générales, la Direction de l'expansion du commerce en Amérique latine et dans les Antilles (LGT), Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, 125, prom. Sussex, Ottawa K1A 0G2. Tél. : (613) 996-5546. Télécopieur : (613) 943-8806.

La SEE appuie les exportations à la Hongrie

Les exportateurs canadiens peuvent vendre plus facilement leurs produits et services à des acheteurs hongrois en leur offrant un financement de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) pouvant aller jusqu'à 85 % du prix contractuel.

La SEE a en effet renouvelé une ligne de crédit de 15 millions de dollars avec la Magyar Nemzeti Bank (MNB),

à Budapest.

Cette ligne de crédit permet aux exportateurs canadiens d'être payé directement par la SEE qui recouvre le prêt auprès de l'emprunteur.

Pour obtenir plus de détails, communiquez avec les bureaux régionaux de la Société à Vancouver, Calgary, Winnipeg, London, Toronto, Ottawa, Montréal et Halifax.